

## Déclaration finale

Nous nous trouvons face à quatre risques de tensions fortes. Tensions commerciales, rappelons qu'il y a eu plus de 150 mesures protectionnistes depuis l'antépénultième G20. Tensions financières, d'où l'impérieuse nécessité d'une véritable banque de la Méditerranée. Tensions dans la compétition pour l'accès aux ressources rares et à l'innovation et tensions démographiques sur le front des flux migratoires.

Les bouleversements de l'économie mondiale remettent en cause les organisations politiques actuelles telles qu'elles étaient en voie d'établissement. C'est le cas de l'Europe, c'est également celui de la zone Méditerranée. Mais cette période troublée offre également des opportunités. La méthode à adopter doit être moins dictée par des organisations intergouvernementales mais bien au contraire, par la mise en réseau des acteurs économiques. Il faut une approche « bottom up ». Les populations, les entreprises et les corps intermédiaires doivent être aussi les moteurs du développement d'une zone euro méditerranéenne. L'objectif ultime est de créer le plus possible de marchés unifiés s'appuyant sur deux éléments clefs : une nouvelle politique de l'immigration et une vraie expertise sur les secteurs qu'il faut développer, tel est l'objectif de l'Office de Coopération Économique Méditerranée Orient récemment créé à Marseille.

### Propositions

1-Il faut organiser d'urgence un sommet méditerranéen de l'immigration. Trop de gens formés quittent les pays du Sud de la Méditerranée ; et les pays du Nord ont une population vieillissante. Il est essentiel de sortir d'une approche bilatérale et peu coopérative des flux migratoires, en reconnaissant les bénéfices pour tous d'une mobilité conjointement organisée.

2- Il faut conditionner les aides de l'Europe à un minimum de coopération bilatérale entre les pays du Sud de la Méditerranée pour que se crée un véritable marché régional. Cet espace ne peut être seulement conçu autour d'un axe nord-sud des pays de la "rive sud" vers l'Union européenne. Une dimension majeure doit en être l'intégration régionale, en apportant en priorité des financements à des projets et programmes à dimension régionale.

3- L'intérêt des pays du Sud, surtout en matière de pêche et d'agriculture, est d'organiser un sommet avec les pays émergents au premier rang desquels la Chine, si on ne parvient pas à le faire avec l'Europe.

4- Ne faut-il pas créer deux zones méditerranéennes, en regroupant les pays les plus désireux de coopérer dans « une coopération renforcée » ? Plus généralement ne peut-on imaginer systématiquement des coopérations à géométrie variable ?